



Rémunérations et action sociale

Par Manuel RECIO

Docteur en droit,
Responsable du pôle
Accompagnement statutaire et expertise juridique,
CDG de la Haute-Garonne



Repères 4 - Janvier/Février 2026

territorial éditions

CS 70215 - 38501 Voiron Cedex
<https://boutique.territorial.fr>

Ce classeur est dirigé par
Édith VAURE,
ex-responsable du service population, ville de Blagnac

A contribué à la rédaction initiale de ce classeur :
Martine CHRÉTIEN, DRH de la ville d'Istres

Avertissement de l'éditeur :

La lecture de cet ouvrage ne peut en aucun cas dispenser le lecteur de recourir à un professionnel du droit.

Nous sommes vigilants concernant les autorisations de reproduction et indiquons systématiquement les sources des schémas, images, tableaux, etc. repris dans nos classeurs.

Pour toute demande de modification, mise à jour ou suppression d'un élément au sein de cet ouvrage, merci de contacter :
nathalie.marion@territorial.fr.

 DANGER  LE PHOTOCOPIAGE TUE LE LIVRE	Il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement la présente publication sans autorisation du Centre Français d'exploitation du droit de Copie. CFC 20, rue des Grands-Augustins 75006 Paris. Tél. : 01 44 07 47 70
--	--



Sommaire

Introduction générale - Rémunérations et action sociale

Partie 1

La rémunération

Introduction

Préambule

A - 2026 : pas d'augmentation générale des salaires

1. Maintien du gel du point d'indice
2. Protection sociale complémentaire

B - Les principaux chiffres de référence

1. Valeur de l'indice majoré 100
2. Rémunération minimale
3. Augmentation du salaire minimum de croissance national (SMIC)
4. Revalorisation du minimum garanti
5. Indice de référence et indemnité de résidence
6. Indices de référence du supplément familial de traitement
7. Suppression de la contribution de solidarité
8. Indemnité compensatrice de la hausse de la CSG
9. Plafond de la Sécurité sociale
10. Traitement hors échelle

C - La règle du service fait

1. La notion de service fait
2. Service fait, congés de maladie et jour de carence
3. Service fait et droit de grève
4. Service fait et décès de l'agent
5. Service fait et discipline
6. Service fait et suspension
7. Service fait et retraite

D - Les règles de liquidation des traitements

I • Les éléments obligatoires de la rémunération

A - Le traitement indiciaire

1. La détermination de l'indice de rémunération
2. Le calcul du traitement indiciaire
3. La protection du traitement minimum : l'indemnité différentielle
4. L'incidence du temps de travail sur le traitement indiciaire
5. La prescription en matière de rémunération
6. Cas particulier de la remise gracieuse
7. Saisie-arrêt et cession des rémunérations

B - L'indemnité de résidence

1. Les bénéficiaires
2. Le mode de calcul
3. Variation de l'indemnité de résidence
4. Cumul

C - Le supplément familial de traitement

1. *Les bénéficiaires du SFT*
2. *Les cas d'exclusion du versement du SFT*
3. *Les conditions d'attribution*
4. *Le principe du non-cumul du SFT*
5. *Les éléments du SFT*
6. *La variation de la quotité de SFT*
7. *Les conditions de versement en cas de cessation de vie commune*
8. *Le SFT et la prescription quadriennale*
9. *Les pièces justificatives à produire*
10. *Fiscalité*
11. *Le fonds de compensation*

D - La garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA)

1. *Le principe de la GIPA*
2. *Le dispositif de la GIPA*
3. *Les bénéficiaires de la GIPA*
4. *Les cas particuliers de versement de la GIPA*
5. *Les modalités de versement*
6. *Les cas particuliers de modalités de versement de la GIPA*
7. *Les formalités*
8. *Le délai de prescription : l'employeur territorial débiteur à l'égard de son agent*
9. *Les cotisations*
10. *La GIPA en pratique*
11. *Tableau récapitulatif des valeurs à prendre en compte pour le calcul de la GIPA*

E - Le remboursement des frais de déplacement temporaire

1. *Les bénéficiaires du dispositif*
2. *Définition des notions essentielles*
3. *L'indemnité de mission*
4. *L'indemnité de stage*
5. *Les frais de transport des personnes*
6. *Dérogations*

F - La prise en charge des frais de transport domicile-travail

1. *La prise en charge des frais pour les agents de droit public*
2. *La prise en charge des frais pour les agents de droit privé*

G - Les cotisations sociales

1. *Cotisations des agents relevant du régime spécial de la Sécurité sociale*
2. *Cotisations des agents relevant du régime général de la Sécurité sociale*
3. *Cotisations pour les apprentis*
4. *Cotisations des agents contractuels de droit privé*

H - L'indemnité de fin de contrat dite « indemnité de précarité »

1. *Date d'entrée en vigueur de l'indemnité de fin de contrat*
2. *Détermination des contrats ouvrant droit au versement de l'indemnité de fin de contrat*
3. *Les cas d'exclusion du versement de l'indemnité de fin de contrat*
4. *Montant et date de versement de l'indemnité de fin de contrat*
5. *Cotisations*

I - Le complément de traitement indiciaire (CTI)

1. *Les situations ouvrant droit au versement du CTI*
2. *Le versement du complément de traitement indiciaire*
3. *L'application du complément de traitement indiciaire selon la situation administrative de l'agent*

Annexes du chapitre I

Annexe 1

Extraits du Code général de la fonction publique

Annexe 2

Décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation

Annexe 3

Liste des pièces justificatives en matière de dépenses du personnel

Annexe 4

SFT – Liste des offices, établissements publics ou entreprises publiques à caractère industriel et commercial

Annexe 5

SFT – Modalités d'imposition du supplément familial de traitement en cas de divorce ou de séparation de corps

Annexe 6

SFT – Exemple de modèle d'imprimé à remettre à l'agent pour l'ouverture des droits au supplément familial de traitement et pour son renouvellement

Annexe 7

Modèle d'arrêté portant autorisation d'utiliser son véhicule personnel délivrée à M. ...

Annexe 8

Modèle d'arrêté portant attribution du complément de traitement indiciaire

Annexe 9

Modèle d'avenant portant attribution du complément de traitement indiciaire

Annexe 10

Calendrier prévisionnel 2026 du versement des salaires des agents publics

II • La nouvelle bonification indiciaire

Préambule

A - Les bénéficiaires de la NBI

B - Les fonctions éligibles à la NBI

C - Les modalités d'appréciation des fonctions éligibles à la NBI

D - La compétence liée de l'autorité territoriale

E - L'arrêté d'attribution de la NBI

F - La fin de l'attribution de la NBI

G - Incidences de la NBI sur les autres éléments de rémunération

H - Incidences du temps de travail sur la NBI

I - Incidences des congés et des jours de récupération au titre de l'ARTT sur la NBI

J - Clauses de sauvegarde

K - Création d'une commune nouvelle et NBI

L - Décharge d'activité de service et NBI

M - Tableaux récapitulatifs des emplois ouvrant droit à la NBI

1. Fonctions ouvrant droit à la « NBI Durafour » : décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006
2. Fonctions ouvrant droit à la « NBI Ville » : décret n° 2006-780 du 3 juillet 2006
3. Liste des emplois administratifs fonctionnels ouvrant droit à la NBI : décret n° 2001-1274 du 27 décembre 2001

4. Liste des emplois administratifs fonctionnels ouvrant droit à la NBI : décret n° 2001-1367 du 28 décembre 2001
5. Liste des emplois de direction des services départementaux d'incendie et de secours : décret n° 2017-94 du 26 janvier 2017

Annexes du chapitre II

Annexe 1

Modèle d'arrêté portant attribution de la bonification indiciaire

Annexe 2

Modèle d'arrêté portant fin d'attribution de la bonification indiciaire

III • Le régime indemnitaire des agents des collectivités locales et de leurs établissements publics

Introduction

A - Le cadre général du régime indemnitaire : les principes juridiques applicables

1. Rappel préalable : le principe de libre administration
2. Le principe de légalité
3. Le principe de parité
4. Le principe d'égalité

B - Les acteurs du régime indemnitaire

1. L'assemblée délibérante
2. L'autorité territoriale
3. Les bénéficiaires
4. Le comité social territorial
5. Les acteurs du contrôle

C - Le régime indemnitaire et l'absence des agents

1. L'indisponibilité physique
2. Décharge de service pour activité syndicale
3. La suspension
4. Le droit de grève
5. Le temps partiel
6. Le temps partiel thérapeutique

D - Le cumul du régime indemnitaire

E - Cotisations et imposition

1. Agents affiliés à la CNRACL
2. Agents affiliés au régime général de la Sécurité sociale

F - Le RIFSEEP

1. Quelques préalables à la mise en place du RIFSEEP
2. Les bénéficiaires
3. La structure du RIFSEEP
4. Présentation de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)
5. Présentation du complément indemnitaire annuel (CIA)
6. Modalités de mise en place du RIFSEEP
7. Les règles de cumul du RIFSEEP
8. Des possibilités de réexamen du versement du RIFSEEP
9. Tableau récapitulatif relatif aux montants maxima de l'IFSE et du CIA

G - Les astreintes et les permanences

1. Les astreintes
2. Les permanences

H - L'indemnité de mobilité

1. *Les bénéficiaires de l'indemnité de mobilité*
2. *La mise en œuvre de l'indemnité de mobilité*
3. *Les critères d'application de l'indemnité*
4. *Hypothèse où l'agent ne change pas de résidence familiale*
5. *Hypothèse où l'agent change de résidence familiale*
6. *Le versement de l'indemnité de mobilité*
7. *Les conditions de remboursement de l'indemnité de mobilité*
8. *Possibilité de cumul de l'indemnité de mobilité*

I - L'indemnité de départ volontaire

1. *Les bénéficiaires*
2. *Les conditions d'octroi de l'indemnité*
3. *La mise en œuvre de l'indemnité*
4. *Le calcul de l'indemnité*
5. *Le versement de l'indemnité*
6. *Les cas de remboursement de l'indemnité*

J - Les IHTS

1. *La détermination des heures supplémentaires*
2. *La détermination des bénéficiaires*
3. *Le calcul du taux de l'IHTS*
4. *La mise en place des heures supplémentaires*
5. *La possibilité de récupération des heures réalisées*
6. *Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires*

K - Les heures supplémentaires des personnels d'enseignement artistique

1. *Le cadre juridique*
2. *La détermination des bénéficiaires*
3. *Détermination des heures supplémentaires indemnifiables*
4. *Les modalités de versement et le calcul*
5. *L'exonération*

L - La possibilité de majoration des heures complémentaires

1. *Détermination de la rémunération d'une heure complémentaire*
2. *Majoration possible du taux des heures complémentaires*
3. *Agents concernés*
4. *Indemnisation mensuelle et moyens de contrôle*

M - La prime « Grand âge »

N - L'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections

1. *Les bénéficiaires*
2. *Une délibération préalable*
3. *Le calcul de l'IFCE*
4. *Les prélèvements obligatoires*

O - Le forfait « mobilités durables »

P - L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

1. *Les bénéficiaires*
2. *Les montants*
3. *Modalités de versement*
4. *Cumul*
5. *Procédure*

Annexes du chapitre III

Annexe 1

Décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application de l'article L.714-4 du Code général de la fonction publique (version consolidée au 1^{er} janvier 2026)

Annexe 2

Modèle de délibération relative à la mise en place du RIFSEEP

Annexe 3

Modèle d'arrêté portant attribution de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) à un agent

Annexe 4

Modèle d'arrêté portant attribution du complément indemnitaire annuel (CIA) à un agent

Annexe 5

Modèle de délibération instituant l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élection

Annexe 6

Modèle d'arrêté portant attribution de l'IFCE

Annexe 7

Modèle d'arrêté portant attribution de la prime « Grand âge »

Annexe 8

Modèle de délibération portant création d'une prime « Grand âge »

Annexe 9

Modèle de délibération relative à la majoration des heures complémentaires

Annexe 10

Modèle de délibération instaurant les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) et les heures complémentaires

Annexe 11

Modèle de délibération instaurant le forfait « mobilités durables »

Annexe 12

Modèle d'attestation sur l'honneur d'utilisation d'un transport à mobilité durable

Annexe 13

Modèle de délibération relative à l'instauration de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) pour les agents de la filière police municipale

Annexe 14

Modèle d'arrêté portant attribution de la part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement à M.

Annexe 15

Modèle d'arrêté portant attribution de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement à M.

Annexe 16

Modèle de délibération relative à la mise en place de l'indemnité de maniement de fonds

Partie 2

Les avantages accessoires à la rémunération

I • Les avantages en nature dans la fonction publique territoriale

Introduction

A - Présentation des principaux avantages en nature

- 1. Les logements de fonction*
- 2. Les véhicules : véhicules de service et véhicules de fonction*
- 3. L'avantage en nature repas*

B - Les modalités d'appréciation des avantages en nature

- 1. Appréciation de l'avantage en nature logement*
- 2. Appréciation de l'avantage en nature véhicule*
- 3. Appréciation de l'avantage en nature repas*

Conclusion

Annexes du chapitre I

Annexe 1

Règlement intérieur concernant les conditions d'utilisation des véhicules de service

II • L'action sociale et la protection sociale complémentaire des agents territoriaux

Introduction

A - L'action sociale

- 1. Les principes généraux de l'action sociale*
- 2. Les bénéficiaires de l'action sociale*
- 3. La mise en œuvre des prestations d'action sociale*
- 4. Les organismes compétents en matière d'action sociale*
- 5. La soumission aux règles des marchés publics*
- 6. Les cotisations et la fiscalité*
- 7. Exemples de prestations d'action sociale*

B - La réforme de la protection sociale complémentaire : la participation obligatoire de l'employeur

- 1. Le distinguo protection sociale statutaire et protection sociale complémentaire*
- 2. L'instauration d'un débat obligatoire*
- 3. Les modalités de participation de l'employeur à la protection sociale complémentaire*

Conclusion

